L'ABEILLE

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BUELIT, MAGNE & CIE.

No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....une année, $10 | payable d'avance.
Do. trois fois par semaine, $10 |

NOUVELLE-ORLÉANS:
MERCREDI MATIN, 10 JUIN 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. District—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. District—JOSEPH BERARD, de St.-Bâton-Rouge.
3me. District—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.

4me. District—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. District—SETH LEWIS, de Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS :
Premier Dist. Congressionel—Lhon. EDW. D. WHITE.
Second " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " JOHN MOORE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DE BUYS.
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT,
CHRISTIAN ROSELIUS.

ASSOCIATION TIPPECANOE DES JEUNES GENS DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Une assemblée spéciale de l'Association Tippecanoe des jeunes gens de la Nouvelle-Orléans aura lieu ce soir, 10 du courant, au lieu ordinaire des réunions. On réclame toute l'exactitude des membres.

D. KURSHEDT, } Secrétaires.
H. DELAPLAINE, }

COUR CRIMINELLE.

La Cour Criminelle n'a jugé hier que quelques cas d'*assaut et batterie*.

INCENDIE.—Le feu a éclaté hier, vers deux heures, dans le moulin à coton de Mr. Lepper, situé rue des Pacaniers (deuxième municipalité) dans l'îlot compris entre les rues de la Course, Robin, Pacaniers et Saint-Jean-Baptiste. Le vent soufflait avec fureur en ce moment; aussi la flamme s'est étendue avec une grande rapidité et a bientôt gagné les maisons voisines: cinq d'entre elles ont été consumées entièrement. Le feu alors a franchi la rue des Pacaniers et a détruit l'îlot voisin, à l'exception de la maison d'habitation de M. Loomis, le moulin à coton qui y était joint a été détruit, ainsi qu'une quantité considérable de coton. De là les flammes ont traversé la rue de l'Annonciation et consumé cinq petites constructions en bois comprises entre les rues Robin, de la Course, Annonciation et Constance. Le désastre aurait été bien plus grand encore sans les efforts infatigables de nos pompiers; les plus grands éloges sont dus en cette occasion à ce corps toujours si brave et si plein de zèle.

Excepté le moulin à coton de M. Loomis, les bâtimens qui ont été consumés par l'incendie ne sont pas d'une très-grande valeur.

Au moment où la personne qui nous rapporte ces faits quittait le lieu du désastre, le mur du moulin à coton qui fait face à la rue de la Course s'est écroulé et a écrasé un enfant de huit à dix ans, qu'on dit le fils de M. Naland. On l'a retiré des débris horriblement mutilé; on désespère de le sauver.

Le navire à vapeur Columbia, est arrivé ce matin à 2 heures de Galveston. Nous avons reçu nos journaux de cette ville jusqu'au 6, et de Houston jusqu'au 4 de ce mois. Ces journaux ne contiennent rien d'intéressant.

Les agens du parti fédéraliste (mexicain) étaient à recruter des hommes à Houston. Il paraît que les Texiens sont bien disposés à s'enrôler avec eux. On pense qu'ils pourront lever un corps de 500 à 1000 hommes.

Samedi dernier, à la suite d'une forte pluie, un coup de vent a fait de grands ravages sur les habitations avoisinant la ville de Natchez: les nègs ont été renversés, ainsi que des cabanes à nègres, des moulins à coton, entourages &c. Un Mr. Mardis, a été grièvement blessé par la chute de son moulin. Heureusement que la ville n'a pas souffert de cette nouvelle catastrophe.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous les lettres adressées par MM. WM. DEBUYS et W. C. C. CLAIBORNE au secrétaire de l'Association des Américains de naissance, en réponse à une note qui leur avait été adressée au nom de cette Association. Nous ne saurions trop vivement recommander ces deux lettres qui placent la question actuellement en litige dans son véritable jour. Comme le disent fort bien MM. DEBUYS et CLAIBORNE, la cause whig est aujourd'hui la première ou plutôt la seule de laquelle il faille s'occuper en ce moment. Le parti whig ne doit pas se préoccuper de questions subsidiaires et qui viendront à leur tems quand la grande lutte sera décidée; ces questions pourraient avoir sur le parti une influence désastreuse en le divisant au moment où il a besoin de réunir toutes ses forces.

Le nom de Mr. CLAIBORNE a disparu du ticket de l'association; celui du Gén. DEBUYS y a été conservé: Nous nous expliquons avec peine cette conservation: Mr. DEBUYS décline formellement la candidature qui lui a été offerte, et il était tout naturel que l'on portât pour les désirs de cet honorable citoyen la pénible condescendance que pour ceux de M. CLAIBORNE et de deux autres candidats.

NOUVELLE-ORLEANS, 31 mai 1840.

Monsieur, j'ai reçu votre note du 29 courant dans laquelle vous me demandez, au nom de l'Association des Américains de naissance, de répondre à la question suivante: "Etes-vous en faveur des lois de naturalisation?" Le motif de cette question ne m'est point connu, mais en supposant que vous m'ayez exprimé dans votre communication, j'ai le droit de penser, d'après ce que m'ont appris les journaux sur les mesures prises par l'Association dont vous faites partie, qu'elle a pour but de savoir si je dois être placé sur un ticket que forme en ce moment la Société pour la Chambre des Représentans; et d'après cette supposition, je me dois à moi-même de déclarer hautement que, désigné par la Convention d'Etat comme l'un des électeurs whigs pour le président, je me regarde comme représentant d'un principe dont le triomphe, c'est cette même conviction qui m'a fait accepter avec reconnaissance le choix que les électeurs whigs de cette paroisse ont fait de lui comme candidat pour la Chambre des Représentans. Je ne puis donc laisser inscrire mon nom sur une autre bannière que celle des whigs, ni accepter la nomination d'un parti qui n'a point pour unique objet le renversement de la présente administration.

Je pense qu'il est inutile d'ajouter, Monsieur, qu'il n'entre dans ce refus aucun sentiment défavorable à l'Association ou hostile au but qu'elle se propose.

Je suis, avec respect, votre &c.

WM. DEBUYS.

NLLE. ORLEANS, 31 Mai 1840.

Monsieur—J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 29 courant, qui m'adresse la question suivante: "Etes-vous en faveur du rejet des lois de naturalisation?" A cela je puis seulement répondre que je suis en faveur d'une modification et non pas d'un rejet absolu de ces lois. Américain par ma naissance, par mes principes et en quelque sorte par la gratitude que l'éprouve envers mes concitoyens pour les marques de confiance dont ils m'ont honoré, je ne puis qu'être dévoué à tout ce qui peut contribuer à la prospérité de mon pays; j'ai le devoir que mon caractère en est une suffisante garantie. Quant à mes sentimens sur le but que se propose l'association à laquelle vous appartenez, mon vote pendant la dernière session de la législature de la Louisiane les fait amplement connaître.

Je ne m'attendais donc pas, Monsieur, je dois l'avouer avec franchise, à être interrogé à propos de la naturalisation, et je ne pensais pas surtout avoir cela à répondre à une question à faire au moment où les élections approchent. Le pays est aujourd'hui partagé en deux grands partis politiques dont les principes sont bien connus, et c'est vers l'issue de la lutte engagée entre eux, que doivent se tourner toutes les préoccupations politiques. Je regarde la prospérité de notre pays, l'avenir de notre nation, et le retour de nos institutions à leur pureté primitive, comme me touchant au moins autant que l'un de ces partis; en un mot, je suis whig, et j'ai été depuis le jour où j'ai pu réfléchir et agir par moi-même et je n'ai jamais varié dans mes convictions. Je pense, Monsieur, que dans ce moment le succès de la cause whig doit être le but principal de tout honnête homme et de tout bon américain, et que pour atteindre ce but, nous avons besoin de l'aide et des efforts réunis de tous les bons citoyens natifs ou naturalisés.

La part whig de cette ville m'a fait l'honneur de me choisir comme candidat pour la législature de l'Etat; j'ai accepté cette nomination et j'emploirai toutes mes forces à faire triompher le ticket whig. Dans ces circonstances, je vous prie, Monsieur, de vouloir bien soumettre à l'association, il ne m'est pas possible d'accepter la nomination dont elle a bien voulu m'honorer, comme parti, quelque flatteurs que puissent être pour moi les suffrages dont les membres de l'association ont bien voulu me favoriser comme individus.

Je suis avec respect, Monsieur, votre &c.

W. C. C. CLAIBORNE.

M. E. W. TELTAIR, secrétaire de l'association des Américains de naissance.

Le Courrier ne veut pas, à ce qu'il paraît, de la publicité que nous lui avions si bénévolement octroyée. Après s'être amusé, depuis deux ou trois jours, à lancer contre nous en tirailleur de fort *impertinentes* plaisanteries, il nous rendait hier à propos d'une *plaisanterie* de chiffres entre le budget anglais et notre budget général, à trois reprises différentes, sur ce sujet, nous jubilons, MM. Adams et Mc. [illegible] Pour ne pas être en reste de politesse avec notre [illegible]

qui été fort difficile, pour ne pas dire impossible; c'est qu'il y a un fait acquis et que toutes les dénégations du *Courrier* ne pourront détruire: "les dépenses du gouvernement central se sont accrues dans les douze dernières années d'une manière effrayante." Le *Courrier* nous promet d'en publier prochainement un état détaillé, en l'accompagnant des réflexions d'un homme d'état distingué. Nous attendrons cette publication avec une grande impatience; car nous ne sommes pas médiocrement curieux de savoir comment le *Courrier* entend l'art de grouper les chiffres, et comment il prouvera mathématiquement que 37 égale 13. En attendant cette nouvelle preuve de la haute intelligence financière de notre confrère, nous resterons convaincus que les dépenses apanelles du gouvernement général ont été sous WASHINGTON de $2,000,000; (et non pas de $20,000,000); sous JOHN Q. ADAMS de $13,000,000, sous VAN BUREN de $37,000,000!

REPUTATION DE L'ACCUSATION DE FÉDÉRALISME PORTÉE CONTRE HARRISON.

Les vanocrates prétendent que le général Harrison est un fédéraliste, et l'unique preuve qu'ils puissent en donner c'est qu'il en a été accusé en plein Sénat des Etats Unis par JOHN RANDOLPH de la Virginie: comme s'il suffisait de la simple assertion d'un individu pour prouver un fait.

Mais les vanocrates se sont bien gardés de rapporter la réponse victorieuse faite sur le champ par le général Harrison. Cette réponse la voici:

"Je suis accusé par le sénateur de la Virginie d'être un *fédéraliste cocarde noire* de 98 et d'avoir voté pour une armée permanente et pour le *Alien and Sedition law*.

"Sans voir la mémoire aussi heureuse que le membre de la Virginie et sans pouvoir à l'instant même rappeler toutes les transactions des trente dernières années, je puis dire cependant qu'à l'époque dont on parle je n'étais pas un homme de parti dans le sens que le sénateur de la Virginie attache à ce mot. J'étais alors délégué d'un territoire qui ne faisait que commencer à prendre quelque importance, et comme tel, n'ayant pas le droit de voter sur les questions générales soumises au congrès, il n'était ni de mon devoir ni de l'intérêt de ceux que je représentais de se mêler des questions de politique générale qui divisaient alors la nation.

"Il y avait alors devant le Congrès des questions de la plus grande importance pour le territoire du *Nord Ouest*, questions d'où dépendait en grande partie la prospérité future de cette vaste et importante partie de l'Union. Placé dans cette situation, seul représentant de ce territoire, ma plus grande ambition était de me montrer digne de la confiance de mes constituans en défendant leurs intérêts; et rien n'aurait été plus nuisible à ceux que je représentais que de me montrer homme de parti violent sans avoir le pouvoir de faire pencher la balance d'aucun côté, puisque comme délégué d'un territoire je n'avais pas le droit de voter sur les questions politiques."

"Telle était alors ma position; et bien que mes principes politiques fussent dès lors arrêtés autant que ceux de l'honorable Sénateur de la Virginie, je ne crus pas devoir, au détriment de mes constituants, prendre part à la discussion de questions sur lesquelles je ne pouvais voter.

"Je ne partais point alors de cocarde, ni noire ni fricelore; et depuis je n'en ai jamais porté que lorsque je me suis trouvé, militairement sous les drapeaux, au service de mon pays.

"Quant à l'accusation *d'avoir reçu dans l'intimité de plusieurs fédéralistes*, je ne la repousse pas: je sais reconnaître les services rendus à la révolution par le président Adams et je l'ai toujours traité avec les égards qu'il mérite comme homme et comme premier magistrat. Je me suis aussi trouvé fort souvent avec John Marshall et James A. Bayard; mais est-ce un crime grave et-elle que je partage leurs opinions politiques?

"D'un autre côté j'ai été intimement lié avec M. Jefferson et M. Gallatin, ainsi qu'avec toute la délégation de la Virginie où je compte plusieurs parens et de bons amis. De ces messieurs j'ai fait ma principale société à Philadelphie et parmi eux je me suis même souvent rencontré avec le Sénateur de la Virginie qui m'accuse en ce moment.

"Il est vrai, comme l'a avancé le Sénateur de la Virginie, que j'ai été nommé gouverneur du territoire du *Nord-Ouest* par M. Adams; mais je l'ai été aussi par Thomas Jefferson et James Madison.

"Je n'étais pas au Congrès lorsque l'armée permanente a été créée, ni lorsqu'on a passé le *Alien and Sedition law*: si j'y avais été j'aurais très certainement voté contre.

"Je ne comprends point les violences ni les proscriptions de l'esprit de parti; mais j'ai toujours fermement les admis-traitons républicaines de Jefferson, de Madison et de Monroe."

Les vanocrates qui ont reproduit l'accusation de Randolph auront-ils la loyauté de reproduire aussi la réponse du général Harrison?

Nous lisons dans la correspondance du *Charleston Courier* le récit d'une scène scandaleuse qui a eu lieu le 31 mai, dans la Chambre des Représentans. Deux membres de la Caroline du Nord, MM. RAYNER et MONTGOMERY, le premier whig et le second loco-foco, ont eu ensemble un discussion qui a fini par des coups. MONTGOMERY a publié dans le *Globe* des explications où il rejette tout le blame sur son adversaire; mais ce que contient le *Globe* n'est pas article de foi, on le sait depuis long-tems!

ALABAMA—La Convention whig de l'Alabama comptait plus de MILLE PERSONNES. L'hon. JOHN S. HUNTER, de Lowndes, a été élu Président. Parmi les citoyens qui ont été portés sur le ticket électoral de la réforme, on compte MM. Arthur F. Hopkins, James Abercrombie, John Gayle, W. Hilliard, Thomas Williams, Henry J. Thornton, Nicholas Davis.

Les loco focos ont tenu une assemblée à Philadelphie, le 25 du mois dernier. On a fait l'appel d'environ 500 personnes, mais c'est à peine s'il y en avait 200 présentes. GEORGE M. DALLAS, ex-ministre résident en Russie, a occupé le fauteuil de la présidence, et les principaux orateurs ont été JAMES PAGE, Maître de Poste, et RICHARD RUSH, le premier qui ait arboré la *cocarde noire*, aujourd'hui furieux démocrate!

LES LOCO FOCOS ET LE CREDIT.

Un journal Vanocrate disait avant hier que son parti, ou du moins la majorité de son parti, ne voulait point d'une circulation exclusivement métallique, et qu'il n'était point, non plus, opposé au système de crédit.

Nous croyons que ce journal a pris, en cette circonstance, *ses opinions du moment* pour les opinions de son parti. Van Buren a dit: "Dans un pays "commercial comme le nôtre, il y aura probablement "toujours des banques sous une forme ou sous une "autre; c'est un mal que nous avons à supporter et "de pallier les maux qu'elles produisent." C'est-à-dire il faut bien tolérer ce qu'on ne peut pas empêcher.

Aux yeux de M. Van Buren (voir son dernier message) le système de crédit est une hydre contre laquelle il engage tous les pouvoirs de l'Union à lutter sans cesse. Peut-on dire, d'après cela, que le Président actuel n'est pas hostile au système de crédit?

On ne doit pas oublier d'ailleurs que les mots de ralliement du parti ont été depuis huit ans: *périsse le crédit! périsse le commerce!* On ne doit pas oublier non plus la maxime de "l'illustre prédécesseur," si souvent répétée depuis comme le *credo* du parti; *tout individu qui travaille avec un capital emprunté doit tomber!*

Il y a quelques mois à peine les mots: *hard-money, —the best currency*—faisaient le fond de tous les articles des journaux Vanocrates, enfin MM. Benton et Buchanan viennent de répéter au congrès, avec plus d'insistance que jamais, que le numéraire seul devait servir de moyen d'échange afin de réduire le prix du travail.

Tous ces faits prouvent incontestablement la tendance rétrograde du parti Vanocrate et son insurmontable aversion pour le crédit: il ne servirait de rien de le nier.

Mais s'il pouvait encore rester des doutes dans l'esprit de quelqu'un, qu'il lise l'extrait suivant d'un article du *New York Evening Post*, l'un des principaux organes de l'administration:

"Quelques commerçans déclarent que la génération actuelle ne verra pas revenir les dernières traces de la crise de 1837.... Il n'est pas à désirer que le pays revienne jamais à ce qu'on appelle ses beaux jours.... Dans toutes les villes de commerce du pays sont bouleversées de la Nouvelle-Orléans à Portland; disons plus, on n'est point encore à la fin de ses maux: le prix des actions de tout genre, le prix du coton, le prix des autres grands articles de production, le prix des propriétés, tous ces prix baisseront encore et beaucoup et long-temps.... Cependant cela ne doit pas nous donner de craintes sur la prospérité du pays et les commerçans ne sont pas les Etats-Unis; lorsqu'on aura fait table rase et détruit jusqu'aux derniers vestiges du système de crédit, nous reconstruirons l'édifice de notre prospérité sur une base plus solide."

Cet aveu du *Post* est décisif, on pourrait même dire franc jusqu'à la brutalité.

Ainsi dans l'opinion des hommes les plus éminens du parti vanocratique on doit, autant que possible, proscrire le crédit pour venir à une circulation exclusivement métallique; c'est une opinion arrêtée, une idée fixe.

Vainement l'expérience leur prouve-t-elle que leur *prétendue réforme* conduit inévitablement à la misère, ils n'en continuent pas moins à marcher dans la même voie.

"Le prix des actions de tout genre, dit le *Post*, le "prix du coton, le prix de tous nos produits, le prix "des propriétés; tous ces prix doivent baisser encore, "et beaucoup et long-tems," sans que cela doive "inspirer les moindre craintes sur la prospérité du pays.—Tel est le langage du parti de l'administration!

Rien n'explique que celle qui consistant à ruiner [illegible] pour arriver à la prospérité du pays!

Chacun [illegible] pourrait être indifférent de [illegible]

[illegible] signé par les Whigs sous le nom de Prince John, ayant été mis [illegible] Burton était de courant, un officier [illegible] intima à M. Van Buren fils, l'ordre de rétracter cette calomnie sous peine d'en donner satisfaction; et que celui-ci, finit par retracter, hautement son imprudente parole.

(Correspondance particulière.)

WASHINGTON, 29 mai 1840.

Le SÉNAT est toujours occupé de la discussion du bill des faillites: durant ces deux derniers jours, cette discussion s'est presque exclusivement portée sur les amendemens au substitut proposé par M. Wall. Je suis heureux de vous annoncer aujourd'hui qu'il est fort probable que le substitut sera repoussé: sous quelque forme qu'il se présente, si l'on y conserve la disposition relative aux banques. Le bill original qui a été introduit par M. Clayton et qui donne décharge aux faillis après une cession de biens pleine et entière, passera, j'ai tout sujet de le croire. Il serait presque impossible de vous donner un aperçu de tous les amendemens qui se présentent tour à tour; ils surabondent intelligibles pour la plupart de vos lecteurs, et nous nous contenterons de parler des grandes modifications subies par le bill lorsque le Sénat aura pris une décision définitive.

Le comité des relations étrangères a introduit hier une résolution pour que le président soit autorisé à accepter les présents qui lui ont été adressés par l'Imam de Mascate et qui sont arrivés à New-York sur le navire de Sa Hautesse, *Sultanck*, ainsi que le lion et la lionne qui lui ont été offerts de la part de l'Empereur de Maroc par l'intermédiaire du consul des Etats-Unis à Tanger, et pour qu'il soit également autorisé à faire vendre publiquement les susdits présens au profit du trésor public.

M. Buchanan a dit que les autorités des Etats-Unis avaient fait tout ce qu'elles avaient pu pour ne point dispenser de recevoir ces présens; elles ont informé les donateurs qu'une loi fondamentale du pays défend de rien accepter des puissances étrangères; mais ces représentations sont restées sans effet. Quant au présent de l'Empereur de Maroc, M. Buchanan dit que le consul de Tanger avait formellement déclaré au gouverneur de cette ville qu'il ne pouvait les accepter. Le gouverneur a prétendu que le consul n'avait pas le droit de s'interposer entre Sa Majesté Impériale et le Président, et que d'ailleurs il y allait, pour lui gouverneur, de sa tête s'il n'exécutait pas les ordres de son souverain." Malgré cette réponse, le consul, résolu à ses remontrances; dans le moment même où il s'expliquait avec le gouverneur, il aperçut une espèce de procession militaire, enseignes déployées, tambours et trompettes en tête, qui s'avançait escortant le lion et la lionne. Lorsqu'elle fut arrivée, le Consul dit au commandant de la cavalcade qu'il ne pouvait pas accepter ces présens; que le Président ne les pouvait pas accepter non plus: "Alors, répondit le commandant qui était un neveu de l'Empereur, acceptez-les pour le Sultan d'Amérique, pour le Peuple!" Il ajouta qu'il ne voulait pas risquer sa tête en n'acceptant pas la volonté de son souverain. Le Consul fut alors obligé de recevoir provisoirement le lion et la lionne, et le gouverneur en a adressé dans un des rapports du Consulat.

La résolution du comité a été adoptée à l'unanimité.

A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANS, M. Chinn de la Louisiane a offert une résolution pour ordonner une enquête sur les soustractions dont s'est rendu coupable le Directeur de la Poste de Baton Rouge. M. Chinn demandait que l'on constatât l'époque et l'importance des différentes traites qui ont été lancées sur lui et qu'il a refusé ou négligé de payer, et surtout le montant de ce qu'il doit aujourd'hui au gouvernement; il demandait en outre que le maître de Poste Général donnât tous les éclaircissemens qu'il possédât sur les dites soustractions et de plus qu'il soumît toute la Correspondance relative à la destitution de ce maître de poste et à la nomination de son successeur.

Cette proposition a été repoussée, et cela n'a rien d'étonnant, vous savez qu'il entre dans le politique des loco-focos de refuser toute enquête. M. Chinn doit renouveler en motion aujourd'hui.

Le reste de la séance a été consacré à des Bills particuliers: on a essayé de faire reprendre à leur détriment le bill de la sous-trésorerie; mais cette tentative a échoué.

NEW-YORK.—Une grande assemblée whig a eu lieu à New-York le 28 mai, pour entendre le rapport des délégués à la CONVENTION NATIONALE DES JEUNES GENS. Un grand nombre de citoyens distingués y étaient présens. Le rapport et les discours qu'on y a prononcés ont été accueillis avec la plus grande faveur.

NEW-YORK.—Un combat a eu lieu le 28 mai, aux *Cinq Pointes*, entre une troupe d'environ cent nègres et des Irlandais. Un grand nombre de blancs ont été blessés, et les nègres sont restés maîtres du champ de bataille. Six nègres seulement ont été arrêtés et mis en prison. Une semblable scène est le premier fruit de la réélection d'un maire et d'aldermen locofocos!

NEW-YORK.—M. LABAK, un respectable Allemand de New-York, qui a eu le bon esprit d'abandonner tout récemment la bannière du locofocoïsme, a été assailli, il y a quelques jours, dans sa maison, par une troupe de vauriens qui en ont brisé les fenêtres à coups de pierres. Voilà comment nos adversaires entendent la liberté des opinions.

Le procès du commodore ELLIOT se poursuit toujours.

Une cour d'enquête siége en ce moment à Baltimore pour informer sur les accusations qui pèsent sur le major Cendrum, quartier maître, et le capitaine Dusenberry de l'armée des Etats Unis, à l'occasion de certains marchés faits par eux pour les fournitures de l'armée de la Floride.

On va élever à Philadelphie une statue équestre à Washington en *anthracite* de la Pennsylvanie.

On lit dans le *Courrier, des Etats-Unis*, du 30 mai:

Un vieillard de nos amis, habitant St.-Louis du Missouri, où il est connu par son amour des beaux arts, nous écrit: "Je viens d'apprendre par votre journal l'arrivée de Fanny Elsler à New-York, et quoique je ne sois de retour de cette ville que depuis deux jours, je refais mes malles et j'y retourne immédiatement pour voir la SYLPHIDE de l'opéra. Elle pourra se vanter d'avoir fait venir les gens de loin!" On compte de New-York à St-Louis 1500 milles. Rien que cela!

VARIÉTÉS.

LA RUE MAZAGRAN, LES CHACALS ET LES ZEPHIRS.

A peine une idée a-t-elle germé dans la tête de quelques hommes résolus, à Paris, qu'elle est aussitôt exécutée. Il n'y a pas huit jours, on parlait de percer la rue Mazagran, qui joindra la rue Bonne-Nouvelle à la rue de l'Echiquier:—Bien! bien, la rue est percée; on a déjà acheté et jeté bas quinze à vingt maisons qui tenaient la place de cette rue. Les bravos qui ont défendu si courageusement un poste en Afrique seront certains, en outre, que la mémoire de leur sublime sang-froid ne périra pas.

On s'est enfin entretenu, dans ces quinze derniers jours, de ce magnifique fait d'armes. Dans une réunion, où se trouvaient des militaires qui ont longtemps guerroyé en Afrique, on racontait devant plusieurs des habitudes et la vie ordinaire des *Chacals* et des *Zéphirs*, dont se compose à la petite garnison de Mazagran; soldats indisciplinés, dont on ne peut rien faire dans les régimens, et qu'on envoie se faire couper la tête et l'estomac à la Méditerranée. Ces *Zéphirs*, enrégimentés, deviennent des hommes de fer, qui ressemblent beaucoup aux anciens flibustiers. Dans les garnisons, on ne peut guère les mâter, que par la force, et on les voit souvent lutter avec leurs officiers. Ils jouent entre eux tout ce qu'ils ont et plus d'un a joué un des doigts de sa main après avoir tout perdu; et a payé l'enjeu. Devant l'ennemi ils n'hésitent jamais, fussent-ils seuls contre mille.

Quand pour quelque motif fort grave on les condamne à être fusillés, ils vont à la mort en gambadant, et jettent au nez des soldats qui vont leur mettre des balles dans la tête, une dernière facétie. On nous a cité un fait, qui montre leur nature sous une autre face encore:

Après la prise de Bildah, on avait enfermé un *chacal* dans une des bicoques abandonnées, situées à peu de distance de la ville, et dont on avait fait un corps de garde. Un Maltais, cantinier de son état, vint à passer. Le chacal l'appelle de sa fenêtre et se fait ouvrir. "Pourquoi êtes-vous ici?—Pour rien; on m'avait enfermé par mégarde chez moi.—C'est à vous cette maison?—Certainement; je viens de l'acheter 200 fr. à mon sergent-major.—Diavolo! je suis cantinier, et cela ferait bien mes affaires, j'établirais mon magasin ici, la ville est tout près.... Allons, c'est dit-moi cela, Français?—Eh bien! pour 300 fr. je vous la donne.—Impossible; je ne pourrais pas vous payer cette somme.—Voyons, je veux vous rendre service, vous avez l'air d'un bon enfant, vous me donnerez 200 fr.—Marché conclu, Français; mais je ne puis vous payer comptant.—Payez moi tout de suite 25 francs, et plus tard nous règlerons le reste."—Ce qui fut dit fut fait. Voilà notre chacal enchanté, et qui laisse le nouveau propriétaire en possession de sa maison. Il courut retrouver ses camarades et se grisser avec eux en leur contant l'aventure. Le sergent-major apprend la plaisanterie, et se rend tout de suite à la maison vendue. Le pauvre Maltais était déjà occupé à clouer des planches à boire; les [illegible] vivement, lui dit le sergent; on le met à la chacale reçue à vendu cette maison, il vous a mis dedans, l'ancien, vous voulez vous rappeler cela à vos commandans, l'ancien, vous voulez vous rappeler cela à vos camarades. Cette histoire [illegible] [illegible] [illegible]

[illegible] [illegible] [illegible]

[illegible] [illegible] [illegible]

[